

guerre coloniale et aiguillonnée par les militants révolutionnaires en son sein, l'U.N.E.F. évoluait vers des positions de gauche, renouant les relations avec l'U.G.E.M.A. (Etudiants algériens) dissoute, et ce au grand dam du pouvoir pour lui supprimer ses subventions. L'U.N.E.F. organisait les premières manifestations de masse contre la guerre, ainsi le 27 octobre 1960, à son initiative environ 20 000 personnes se rassemblèrent à la Mutualité, affrontant violemment la police.

Parallèlement au refus de la guerre, un autre aspect de la radicalisation étudiante apparut avec le développement à l'université et dans les lycées d'un mouvement de masse antifasciste : le Front Universitaire Antifasciste. Au départ existaient des comités d'action antifascistes à la Sorbonne fédérés dans un front étudiant qui se donnait comme objectif de nettoyer le Quartier latin des groupes O.A.S. et Jeune Nation : rapidement il regroupa plusieurs centaines de militants et s'étendit aux autres facultés et aux milieux intellectuels ; il prit alors le nom de F.U.A. Il s'agissait de regrouper sur une ligne claire — la lutte pour l'indépendance algérienne — et sur des méthodes d'action « dures » — l'affrontement physique avec les groupes fascistes — les éléments militants du Quartier latin, afin de constituer une force réelle capable de mobiliser le milieu étudiant. Le jour de la proclamation de l'indépendance algérienne, ses militants hissèrent le drapeau du F.L.N. sur la Sorbonne.

Le F.U.A. avait été lancé à l'origine par des militants révolutionnaires « travaillant » dans l'U.E.C., (surtout le secteur lettres de la Sorbonne), les militants trotskystes y jouèrent un rôle prépondérant, parmi eux Alain Krivine, leader de la gauche de l'U.E.C., fondateur et dirigeant du F.U.A. Hors de l'Université, les trotskystes préconisaient la formation de groupes d'auto-défense, cette action étant indissociable de la lutte contre De Gaulle pour un gouvernement des travailleurs, contre la guerre pour une Algérie indépendante.

Cette volonté du milieu universitaire d'écraser le fascisme entraîna des repréailles de l'O.A.S. : plasticages d'appartements d'universitaires (Duverger, Kastler...), de militants politiques (P. Frank).

Cette période marquée par les attentats O.A.S. et la lutte contre le fascisme vit l'entrée massive dans la lutte des travailleurs algériens. Ceux-ci organisèrent une importante manifestation pacifique avec femmes et enfants contre les discriminations dont ils étaient victimes, le 17 octobre 1961 à Paris, qui fut très durement réprimée par la police, donnant lieu à de véritables ratonnades.

Les manifestations contre la guerre s'amplifièrent, la répression policière faisant de même. Ainsi le 8 février 1962, des manifestants furent chassés par centaines vers la station de métro Charonne et matraqués sauvagement par une unité de police appelée d'Algérie, faisant huit victimes. L'enterrement de ces victimes donna lieu à une importante manifestation des syndicats et organisations de gauche du centre de Paris au Père-Lachaise, rassemblant selon les organisateurs environ un million de personnes.

Ces manifestants n'étaient pas morts pour rien car le gouvernement et le pouvoir colonial furent contraints de négocier et de reconnaître l'indépendance de l'Algérie.

Les tâches des militants du P.C.I. étaient alors définies :

« 1. En premier lieu la défense de la Révolution algérienne ;
2. La libération immédiate des détenus algériens est un mot d'ordre valable dans tous les milieux où nous militons ;

3. Les tâches propres à la classe ouvrière, les nôtres, par conséquent, dans tous les milieux où nous nous trouvons doivent également porter sur :

a) Le retrait complet et immédiat des troupes françaises, frein au développement de la Révolution Algérienne...

b) L'aide aux soldats du contingent dans leur révolte contre leurs officiers fascistes et la fraternisation avec le peuple algérien. »

À l'occasion du référendum sur les accords d'Evian, le P.C.I. distribua des bulletins portant les mots d'ordre suivants :

« — Oui à l'indépendance de l'Algérie,

— Libération de tous les révolutionnaires algériens,

— Amnistie aux Français qui les ont aidés,

— Non à l'O.A.S. ! Non au pouvoir gaulliste ! »

Avec l'indépendance de l'Algérie, une page de l'Histoire de France est tournée, mais pour la IV^e Internationale se posait le problème de l'approfondissement de la Révolution algérienne, ce qui suscita des difficultés, y compris dans ses rangs.

VI. L'AFRIQUE NOIRE ET LA DECOLONISATION

La fin de la guerre d'Algérie avait signifié l'écroulement du colonialisme français ; la notion d'empire colonial était reléguée au magasin des accessoires sauf en ce qui concerne les territoires d'Outre-Mer : Antilles - Guyane - Réunion... En Afrique Noire le gouvernement sous la pression des événements algériens avait préféré accorder l'indépendance afin d'éviter une nouvelle épreuve de force, tout en se gardant une porte de sortie : la « Communauté ». Pour les militants trotskystes, l'Afrique Noire se caractérisait par une radicalisation bien moins comparable à celle de l'Indochine ou de l'Algérie ; seul le mouvement malgache en 1947 avait eu une audience équivalente, mais la répression l'avait décapité.

L'action de la IV^e Internationale se situait à un double niveau : la popularisation des luttes, la dénonciation du colonialisme (et de ses solutions de rechange telle la loi-cadre Defferre) et aussi le problème de la direction révolutionnaire dans des pays à majorité presque exclusivement paysanne. Le cinquième congrès de la IV^e Internationale affirmait à ce sujet (*Quatrième Internationale*, décembre 1956) : « La question agraire est la question dominante dans les pays coloniaux... la révolution coloniale triomphante, c'est en résumé le soulèvement de la paysannerie dirigée par le prolétariat. »

A travers sa presse, le mouvement trotskyste analysa le rôle du R.D.A. : Rassemblement Démocratique Africain, créé en octobre 1946 à Bamako avec des sections dans chaque pays ; le R.D.A. fut à l'assemblée apparenté jusqu'en octobre 1950 au groupe communiste, évoluant ensuite en interlocuteur du colonialisme.

Seule l'U.P.C. (Union des Peuples du Cameroun), section came-